

6 mai 1988 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Interview de M. François Mitterrand, Président de la République et candidat à l'élection présidentielle de 1988, accordée à RMC le 6 mai 1988, notamment sur l'affaire des otages et les relations avec le Moyen-Orient.

QUESTION.- S'agissant de la Nouvelle-Calédonie, vous avez condamné la politique qui nous a conduits à la situation actuelle. Condamnez-vous également, formellement, les actes du FLNKS ?

- F. MITTERRAND.- Mais, madame, cela fait la dixième fois, en huit jours, en raison des circonstances de la campagne présidentielle sans doute, qu'on pose ce type de question. J'ai fixé, je l'ai dit à la télévision, comme premier devoir, la libération des 23 otages qui se trouvaient retenus dans l'île d'Ouvéa. Ce qui veut dire que je n'accepte pas davantage qu'on puisse, pour obtenir raison, dans le domaine politique, même si l'on croit avoir de bonnes raisons, je n'accepte pas ce type d'action. Et je la condamne, naturellement.

- QUESTION.- Vous avez dit : j'encourage leur droit à la justice. Ce sont des opprimés. Est-ce que, tout de même, le fait d'être des opprimés justifie des actes de violence ?

- F. MITTERRAND.- Je viens de vous répondre à l'instant. Précisément, je viens de vous répondre. Je pense qu'il y a, en Nouvelle-Calédonie, un système colonial. Que le système colonial - ça paraît même assez extraordinaire de penser que, si longtemps après la décolonisation si douloureuse et si tragique que nous avons connue, l'Indochine, l'Algérie, etc... on puisse recommencer le même scénario. Et pourtant, c'est vrai qu'on trouve exactement les mêmes raisonnements, les mêmes oppositions, les mêmes intérêts, les mêmes tempéraments d'homme. C'est comme ça. Moi, je n'accepte pas, comme Président de la République française, qu'il y ait un point du territoire de la République qui soit sous système colonial. Bien entendu, cela conduit à l'exaspération de ceux qui s'estiment maintenus en -état de colonisés. Et cette exaspération se comprend. Mais les conséquences violentes du type de celle dont vous me parliez, je ne les accepte pas. De telle sorte que je remplis mes devoirs qui sont les devoirs d'un chef de l'Etat qui doit voir l'ordre respecté, et chaque fraction de la population ne doit pas chercher à imposer son droit par la force.\

QUESTION.- Si vous ne vous êtes pas réjoui de ce qui vient de se passer en Nouvelle-Calédonie, en revanche, vous vous êtes réjoui de la libération de nos otages au Liban. Si j'ai bien compris, vous avez dit que vous aviez été informé tout au long de cette affaire de façon satisfaisante ?

- F. MITTERRAND.- J'ai trouvé l'affaire de Nouvelle-Calédonie dans ces derniers déroulements extrêmement douloureuse. J'ai été heureux de voir que certains autres responsables, j'ai entendu M. Giraud ` ministre de la défense ` exprimer le même regret qu'on ait connu un tel nouveau drame alors que l'on devrait rechercher l'harmonie entre les différentes communautés françaises.

- Pour ce qui touche les otages, j'ai été informé du déroulement général des affaires. Pas du détail. Je sais ce que je sais. Par exemple, j'ai eu l'occasion d'étudier pendant longtemps, trop longtemps, les conditions posées par les ravisseurs. Ces conditions posées supposaient un changement de politique de la France dans le Moyen-Orient, une sorte de renversement, je ne dirais pas d'alliance, parce que nous ne sommes pas les alliés de l'Irak, mais d'amitié. Il s'y posait aussi le règlement d'une affaire financière qui peut très bien se régler. Et face plus importante, la grâce accordée à cinq terroristes criminels qui ont tué deux Français à Paris et qui,

condamnés à des lourdes peines, sont aujourd'hui proposés pour bénéficier d'une grâce par une sorte d'échange entre les innocents que sont nos otages et les coupables qu'ils sont. Mais je n'ai pas eu à les grâcier. La question ne m'a pas été posée.\

QUESTION.- Disposez-vous actuellement des moyens de contrôle suffisants pour vérifier que les armes n'ont pas été livrées à l'Iran ?

- F. MITTERRAND.- La fraude, c'est très difficile. Très difficile. Les fraudeurs sont des professionnels qui savent comment frauder. Et, moi-même, je n'ai pas les moyens d'y veiller. Simplement, les organismes et les institutions créées à cet effet fonctionnent bien. Dans la mesure où on s'est aperçu qu'elles s'étaient laissées bernier en certaines circonstances, on a resserré le dispositif. C'est tout ce que je peux vous dire.

- QUESTION.- Comment peut-on expliquer que la France continue de vendre des armes à un pays comme l'Irak qui utilise des armes chimiques contre ses propres habitants et qui est cité par le rapport d'Amnesty International dans les tortures d'enfants ?

- F. MITTERRAND.- Je reconnais que les récents événements qui ont marqué les massacres par l'emploi de gaz, de produits chimiques, des parties de la population kurde soulève le coeur et pourraient reposer le problème de nos amitiés. Car ce que vous venez de dire n'est pas supportable. Je n'ai pas en mains tous les documents qui me permettent d'apprécier l'exacte réalité des choses. Mais, Amnesty International a réagi de son côté sur d'autres sujets. La question se pose. Je ne vais pas du tout l'évacuer. Mais en fait, les accords ont été engagés en 1976. C'est l'actuel Premier ministre ` Jacques Chirac ` lui-même qui les avait traités, de même qu'il avait traité le problème de la centrale nucléaire à Tamouz qui a été détruite depuis lors par l'aviation israélienne. Et un peu plus tard, lorsque je suis devenu Président de la République, je me suis trouvé devant la nécessité ou de renouveler les contrats, ou de les arrêter. Ils ont été renouvelés. C'est-à-dire que nous avons suivi la continuité de la politique française inaugurée cinq ans avant mon élection. Comme la guerre était intervenue entre temps, cela a pris naturellement une autre signification psychologique et politique dans la région du Golfe. La France est apparue comme ayant choisi son camp. Ce qui n'était pas le cas. Mais, tout de même, elle fournissait des armes d'un côté, elle n'en fournissait pas de l'autre. Vous savez, beaucoup de pays fournissent à l'un, fournissent à l'autre. Beaucoup de pays fournissent aux deux, et parmi ceux qui ont le langage plus vertueux. Enfin, moi je ne suis pas cynique. C'est vrai que nous avons avec le monde arabe des relations que nous entendons protéger, respecter. C'est pour nous une vue politique sur la planète où nous vivons, fondamentale, la relation positive entre la France et le monde arabe. Et si l'Irak était enfoncé, nous pensons que les répercussions en chaîne dans tout le monde arabe irait jusqu'au rivage de l'Atlantique. Donc, c'est pour nous un problème important qui ne nous a quand même pas entraînés à devenir un pays quasi-belligérant. D'ailleurs, nous n'avons rompu les relations diplomatiques avec l'Iran qu'à propos d'une affaire tout à fait circonstancielle, et pas pour d'autres raisons.\

QUESTION.- Quand les observateurs font le bilan politique de votre septennat, ils observent toujours deux phénomènes : la chute du PCF et la montée du phénomène Le Pen. Quelle responsabilité reconnaissez-vous dans ces deux phénomènes ?

- F. MITTERRAND.- Ce sont des phénomènes objectifs. Il n'y a pas de responsabilité subjective. Je n'ai pas voulu détruire le PCF. J'ai voulu regagner tout le terrain perdu par les socialistes à travers les dernières décennies. Depuis très longtemps, quand je parle de l'histoire, on me dit vous êtes un homme du passé. Mais enfin l'histoire ça existe. Je ne vais pas vous embarrasser avec ça. Mais c'est vrai qu'à partir des élections de 1932, le socialisme a commencé à perdre du terrain au bénéfice du communisme. Et même en 1936 où c'est le socialiste à travers Léon Blum qui a assuré les responsabilités du pouvoir, en réalité, il était déjà en déclin, tandis que le parti communiste suivait un courant ascendant. La guerre, la Libération, alors là, le parti communiste a représenté à un moment donné quelque 28 % du corps électoral français. Quand je me suis chargé du parti socialiste, il représentait encore 23 % et le parti socialiste 11 %. Il fallait, je l'ai expliqué dès le premier congrès d'unité à Epinay, il fallait récupérer le terrain perdu, pas simplement d'ailleurs sur le parti communiste, un peu aussi sur le monde chrétien, la démocratie-

chrétienne, et d'autres lieux encore. Ce que nous avons fait. Donc nous avons retrouvé notre bien. Nous l'avons même accru. Ensuite, c'est un phénomène qui s'est créé dans ce déclin du parti communiste. Les moyens n'ont pas été employés par les dirigeants de ce parti pour parvenir à le surmonter. Mais alors là, vraiment, je me sens aucune responsabilité particulière. C'est une donnée objective. Il y a des problèmes peut-être de théorie, de doctrine. Une certaine approche des choses. Cette responsabilité ne répond pas à la volonté de détruire.

- Quant au développement, non pas la naissance, le développement du Front national, vous n'avez pas, et vous avez eu raison, fait remonter cette affaire aux élections de 1986 à cause de la proportionnelle. C'était une explication vraiment trop superficielle. Vous avez donc eu raison de me poser la question en remontant à 1981. Je crois qu'un polémiste dirait : c'est parce que votre politique a amené un certain nombre de catégories de Françaises et de Français à se sentir plus mal dans leur peau, plus mal dans la peau de la société française et donc, il vont vers des solutions extrémistes. Moi, je vous dirais, si on avait le temps, on pourrait approfondir ce débat, mais je pense aussi que les partis de droite plus classiques, qui se disent plus modérés, n'ont jamais eu la force de caractère ni d'idéologie assez puissante pour résister aux avancées du Front national. Ils ont cru pouvoir résister en épousant, en nous disant tout autant, en se plaçant sur le même terrain. L'élection de Dreux, je crois que c'est en 83 `1983` c'est de ce point de vue tout à fait typique. Pour battre une municipalité socialiste, on s'est servi du problème des immigrés - l'arrivée des immigrés à Dreux était beaucoup plus ancienne : beaucoup allaient travailler dans les usines de la Vallée de la Seine, même vers Poissy. Ils étaient arrivés là depuis des années et des années. Alors on s'est servi de ce problème, des difficultés qu'il provoque dans certaines populations pour développer un sentiment raciste. Et à ce moment-là, tous les partis de droite se sont associés pour gagner avec le Front national. C'est le prototype même de la démarche qui perd la droite.\

QUESTION.- Vous avez parlé souvent, à propos du Front national, de changer la ville. Vous dites que c'est parce que les villes étaient laides ou sordides ...

- F. MITTERRAND.- Pas simplement laides. Mais laides aussi. Peu habitables.

- QUESTION.- Comment expliquez-vous que justement le phénomène Le Pen, comme on l'appelle, soit le plus puissant pratiquement dans une ville comme Marseille qui est tenue depuis des décennies par les socialistes ?

- F. MITTERRAND.- C'est-à-dire que Marseille, c'est une ville qui se développe et qui s'est développée de façon colossale. La gestion n'a pas réussi à rattrapper le développement anarchique d'une ville comme celle-là. Je crois que tout le monde considère que Gaston Defferre était un bon maire. Peut-être y a-t-il telle ou telle observation à faire sur sa gestion que j'ignore. Mais ayant beaucoup fréquenté Gaston Defferre qui était de mes amis, et me rendant de temps à autre à Marseille, j'ai pu constater qu'on l'estimait beaucoup pour ses qualités précisément de gestionnaire. Mais c'est comme tous les grands centres qui connaissent un accroissement soudain. De plus, c'est la porte de la Méditerranée, une partie de l'Orient, de l'Afrique, et c'est là que s'est naturellement porté le principal flux de l'immigration. Je pense que ce phénomène est un phénomène historique qui a débordé jusqu'alors les capacités des gens responsables.\

QUESTION.- Comme tous les Français, j'ai reçu votre dernière lettre : "la France unie est en marche". Vous appelez tous ceux qui n'ont pas voté pour vous à vous rejoindre.

- F. MITTERRAND.- C'est ma circulaire. Vous savez que tout candidat doit, au premier tour comme au deuxième tour, envoyer une circulaire à toutes les électrices et à tous les électeurs. Ca c'est ma circulaire. Auparavant, j'avais envoyé une lettre qui était rédigée vraiment comme une lettre.

- QUESTION.- Est-ce que vraiment, la France unie est en marche ? Est-ce que ce n'est pas plus difficile aujourd'hui de la réaliser qu'en 81 `1981`, avec la montée de ces phénomènes que nous évoquions ?

- F. MITTERRAND.- Je ne pense pas. En tout cas, cela dépend, pour beaucoup, de la volonté et de la bonne volonté de ceux qui gouvernent. Et moi, ma volonté, ma bonne volonté penche de ce côté-là. C'est vrai que les gens s'unissent davantage parce que les perspectives et les échéances qui nous attendent, notamment la perspective européenne en 92 `1992` est une contrainte

qui nous attendent, notamment la perspective européenne en 92 - 1992 -, est une confiance considérable. Nous avons des chances de la gagner. Mais pour la gagner, il faut être un peu plus rassemblés.

- QUESTION.- Beaucoup de gens disent : si François Mitterrand est réélu, il y aura une vague rose de nouveau à l'Assemblée, et il ne pourra résister à ses amis. Ils voudront faire de nouveau de grandes réformes, mener la France au socialisme, remettre en cause l'école. On a déjà entendu M. Jean Poperen en parler. Alors, comment comptez-vous, malgré tout, imposer cet élargissement ?

- F. MITTERRAND.- Mes amis socialistes, ils ont un programme. Ce programme d'ailleurs, qu'ils ont publié à la fin de l'an dernier, ou au début de cette année, est un programme tout à fait bien fait. Très intéressant. J'épouse beaucoup des objectifs de ce programme. Mais, je vous en prie, le mot réforme n'est qu'une petite moue dédaigneuse. Il faut des réformes dans une société, mais il ne faut pas non plus en faire une manie. On ne peut pas tout le temps réformer tous les jours, bousculer toutes les habitudes, mais il faut savoir les bousculer quand il le faut. Les sept ans qui commenceront le 9 mai devront-ils se passer sans réforme ? Non, j'espère bien qu'il y en aura. D'ailleurs, j'en ai proposé certaines, dans cette lettre que je vous ai adressée comme à tous les autres Français. Ils ne l'ont pas tous reçue.

- QUESTION.- Ce ne seront pas celles du PS ?

- F. MITTERRAND.- Elles ne sont pas en contradiction mais en effet elles ne tiennent pas tout un programme qui est un programme d'un parti. Moi, je ne suis pas le représentant d'un parti même si je suis attaché à celui que j'ai dirigé naguère. Si vous voulez me dire les rapports des forces, j'espère bien que si. Si on me dit : est-ce qu'on va aggraver la société française et poser des problèmes insolubles à des millions de gens qui ne sont pas socialistes, je m'efforcerai de l'éviter.\

QUESTION.- Avez-vous peur d'aller jusqu'au bout du pouvoir dont vous disposerez ?

- F. MITTERRAND.- J'en parle parce qu'on me pose la question, parce que des journalistes comme vous me le disent. C'est typique.

- QUESTION.- Vous le citez même quand vous écrivez ?

- F. MITTERRAND.- Puis, parce que ça me paraît lorsque j'écris sur les problèmes politiques, sur les problèmes de droit constitutionnel. Je suis sensible au fait que vous m'en parliez parce que c'est là l'un des points essentiels de ma façon d'être par rapport à la société politique. Je crois qu'absolument il n'y a de société civilisée, démocratique, donc habitable que si chaque pouvoir est contrôlé ou balancé par un contre-pouvoir. Pourquoi ? parce que la nature du pouvoir veut que tout homme soit conduit à aller au bout de son pouvoir s'il ne rencontre pas de contre-pouvoir. C'est vrai de la vie d'une famille, des relations entre...(inaudible).

- QUESTION.- Quels sont les contre-pouvoirs qui vous empêcheront d'aller jusqu'au bout ?

- F. MITTERRAND.- Je ne suis pas tenté d'exercer le pouvoir absolu. Quand j'ai fait la décentralisation en 82 - 1982 -, j'ai multiplié les pouvoirs de décision : les régions, plus de pouvoir aux conseils généraux des départements, les régions d'outre-mer qui ont beaucoup plus de pouvoir encore que ceux de la métropole. J'ai donc permis à une grande partie de notre population d'assurer ses propres responsabilités, qui échappent donc d'autant à l'autorité suprême du pouvoir central. Je me suis souvent plaint de l'administration toute puissante qui réside à Paris. La décentralisation fait partie du système qui me conduit à m'interroger sur moi-même et les institutions. Quand je propose par exemple un Conseil supérieur de l'audiovisuel, c'est parce qu'après des tâtonnements qui viennent de toutes parts, on n'a pas vraiment réussi à laisser libre de son action le monde audiovisuel. Les interventions de l'Etat ont toujours été (inaudible), on a toujours cédé à cette tentation, on pouvait faire ce qu'on voulait avant la Haute Autorité que j'ai créée moi-même parce qu'il faut un contre-pouvoir. Je m'exprime dans la tradition de Montesquieu.

- QUESTION.- Comment vous voyez-vous dans sept ans ?

- F. MITTERRAND.- J'espère préserver ce que j'ai reçu en don, c'est-à-dire une bonne santé, morale et mentale pour pouvoir voir le mieux possible.\